

A nos patients.

Nous vous devons explication. Nous vous devons information.

Nous faisons grève pour ne pas rester bras croisés face aux bouleversements majeurs que subira la médecine libérale dans les prochains mois et les prochaines années.

Si vous aimez votre « médecin de famille », écoutez maintenant. Demain il sera trop tard.

NOUS DISONS NON A LA DESINFORMATION

Les pouvoirs publics veulent vous faire croire que si vous ne trouvez pas de médecin quand vous en avez besoin, c'est parce que les médecins refusent de travailler.

C'EST FAUX : les médecins travaillent en moyenne 55 heures par semaine, dans des conditions d'exercice désastreuses puisqu'ils ne parviennent pas à soigner ou faire soigner correctement leurs patients. Beaucoup sont en souffrance morale. Certains, et parmi les plus jeunes, se suicident.

Malgré cela, les médecins se démènent, organisent la permanence des soins, vont répondre aux appels au 15, font des gardes le soir en maison médicale, après leur journée de travail. **Ils sont au front.**

Nos efforts vous semblent vains. C'est parce que nous sommes trop peu nombreux.

Il n'y a pas eu suffisamment de médecins formés au cours des dernières décennies, les gouvernements ayant espéré faire des économies de santé en diminuant le nombre des médecins en exercice.

Les médecins en poste actuellement partiront bientôt à la retraite.

Les médecins qui pourraient s'installer ne le font pas : ils sont effrayés du mal-être et des obstacles que rencontrent leurs confrères installés en cabinet. Ils cherchent donc d'autres moyens d'exercer la médecine. Voilà où nous en sommes. Pas assez nombreux. Malheureux de notre pratique de la médecine, qui nous cause un perpétuel sentiment d'impuissance. **Quels que soient les efforts que nous y mettons, la peau que nous y laissons, le résultat est insuffisant.**

Les pouvoirs publics veulent vous faire croire que nous sommes justement payés.

NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD ! Nos honoraires ne sont pas un salaire.

Sur les 29,60 euros que nous touchons par consultation, 60 % seront reversés en charges.

Le fonctionnement de nos cabinets médicaux à un coût financier et logistique.

Nous sommes ce que l'on appelle « une profession indépendante » : nous n'avons pas de congé payé, pas de RTT, pas de compte épargne temps, nos indemnités en cas d'arrêt maladie et congé maternité ont dû être durement négociées, et restent ridicules.

Aux horaires de consultations, s'ajoutent en moyenne 10 à 15 heures de travail hebdomadaire non rémunéré, occupé entre autres obligations à négocier des rendez-vous urgents auprès des spécialistes, vérifier les résultats d'analyses sanguines que nous recevons par dizaines tous les jours, nous former pour garder nos connaissances à jour... **Les pouvoirs publics vous diront que ce temps de travail est tout de même rémunéré, compensé par des forfaits,** versés par l'Assurance Maladie sur des critères dont nous devons systématiquement faire la preuve.

Ainsi nous perdons un temps considérable à justifier de notre activité. Un tel niveau de contrôle constitue une infantilisation et une aliénation intolérables pour une profession telle que la nôtre.

La revalorisation de la consultation à 50 euros que nous revendiquons n'a donc pas pour but de nous enrichir, mais bien d'améliorer l'offre de soin comme nous l'entendons :

- Gagner suffisamment pour fonctionner en nous affranchissant des rémunérations forfaitaires de plus en plus contraignantes.
- Gagner suffisamment pour embaucher des secrétaires qui assureront l'accueil des patients et une part des tâches administratives. Améliorer ainsi notre quotidien.
- **Redonner envie aux confrères réticents de s'installer, pour augmenter l'offre de soin.**

Nous escomptons que l'Assurance Maladie et les mutuelles remplissent leur rôle en s'alignant sur ce nouveau tarif.

Les pouvoirs publics proposent de pallier le déficit de médecins en déléguant une partie des tâches médicales à d'autres métiers de la santé. Ainsi, les pharmaciens vaccineraient les nourrissons. Ainsi des infirmières dites de Pratique Avancée assureraient le suivi des patients atteints de pathologies chroniques et gèreraient une partie des « *diagnostics simples* ».

Cette solution est insatisfaisante à tous points de vue. Elle nous écarte de notre cœur de métier et de la proximité des patients. Elle laisse entendre que nos compétences propres n'ont pas lieu d'être valorisées. Ce n'est pas un hasard s'il faut neuf à douze ans pour former un médecin. **La médecine est une science complète : une science biologique, une science physique, une science humaine. C'est une vocation, c'est une passion et c'est un art.** Nous voulons exercer cette profession que nous avons choisie et pour laquelle nous nous sommes formés. **Nous voulons être des médecins de famille, des spécialistes disponibles, nous voulons soigner.**

Les pouvoirs publics entendent pallier le déficit de médecins en obligeant les internes de médecine générale en fin de formation à se rendre pour une année supplémentaire dans des déserts médicaux. C'est à la fois une maltraitance à l'égard de ces étudiants et une poignée de poudre aux yeux de la population. *Comment imaginer que des conditions d'exercice déjà éprouvantes pour des médecins chevronnés puissent convenir à de jeunes médecins inexpérimentés ?*

Le principe de coercition sur une profession aussi responsable et exigeante que celle de médecin est déjà écoeurant. Une première expérience de la médecine libérale de terrain aussi désastreuse ne peut qu'éloigner les nouveaux venus de la médecine générale ! C'est pire qu'une solution inacceptable : ce n'est **PAS UNE SOLUTION.**

Nous sommes devenus médecins, nous sommes devenus libéraux. Nous souhaitons une profession honorable dans un système qui nous aurait permis d'assumer notre responsabilité. Pour le moment nous sommes déçus.

AINSI, NOUS DISONS NON A LA COERCITION

NOUS DISONS NON A L'ALIENATION

Personne ne s'en vante. Cependant, il pèse sur l'exercice de la médecine en France le risque d'une privatisation de la santé. Le looping est amorcé : de grands groupes privés rachètent d'ores et déjà des centres de soin. Ces groupes, aux grandes capacités financières, acquièrent des structures solides qui leur donnent les moyens d'augmenter significativement l'offre de soin. **Mais cette augmentation quantitative de l'offre de soin est à considérer avec prudence : si ces centres deviennent le nouveau modèle d'accès au soin en France, que restera-t-il de la liberté de prescription des médecins qui y exerceront ? Et quid de l'égalité d'accès aux soins ?**

Il faut le savoir : l'indépendance de la médecine libérale en France repose sur un équilibre délicat, fruit de négociations entre les représentants des médecins, la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et les mutuelles privées. C'est ainsi que les soins sont remboursés ET que les médecins restent indépendants.

NOUS DISONS NON AUX ANTAGONISMES

Nous ne demandons pas mieux que de soigner plus. C'est ce pourquoi nous sommes là.

Le discours ambiant laisse entendre que les médecins défendent une cause égoïste, qu'ils ne réalisent pas la difficulté des populations.

C'EST FAUX !

Bien au contraire. Les médecins considèrent la détresse des patients. Et bien au-delà de ça : ils la partagent. L'état du système de santé, de nos hôpitaux, l'absence de spécialistes en nombre suffisant nous impacte au-delà de ce que vous imaginez. Nous portons, face à des patients de plus en plus malades, des responsabilités de plus en plus lourdes. Nous devons dépenser dix fois plus d'énergie pour obtenir des résultats équivalents, parfois moins bons... Et tous les jours.

Nous ne pouvons plus laisser renvoyer dos à dos les patients et les médecins. Nous ne pouvons plus laisser croire que nos intérêts sont contraires aux vôtres. **Nous voulons que vous entendiez, que vous sachiez, que derrière chaque patient mal soigné, il y a un médecin en désolation.**

Les conséquences que nous vivons ensemble aujourd'hui sont celles d'un système qui laisse peser toute la responsabilité du soin sur les médecins, mais sans leur octroyer les moyens de mener à bien la mission.

Nous sommes fatigués mais nous sommes là, à nous battre. Des médecins partent, oui. Mais d'autres arrivent. Surtout, nous sommes là. Déterminés.

Nous ne voulons pas être applaudis, nous ne voulons pas être glorifiés. Nous voulons être compris. Nous voulons être considérés.

Aujourd'hui nous revendiquons, auprès de nos dirigeants élus, les moyens de mieux vous soigner demain.

Dr Elsa Coudert

« Les médecins libéraux de Martinique »